

Venezuela : qui est Antonio Ledezma ? (Telesur)

Telesur

22 février
2015



La justice vénézuélienne a arrêté Antonio Ledezma, le maire de la métropole de Caracas, accusé d'avoir participé à un Coup d'Etat qui comprenait le bombardement d'institutions gouvernementales et du siège de la chaîne d'information (teleSUR).

Antonio José Ledezma Díaz, est né à San Juan de los Morros, état de Guárico (centre) le 1^{er} janvier 1955. Il est avocat de profession. Sa carrière politique a commencé au parti Acción Democrática (AD), une organisation membre du Pacte de Punto Fijo, un accord bi-parti qui gouverna le Venezuela dans la période 1958-1998.

Vie politique :

1984-1992 : Député de AD pour l'état de Guárico.

1992 : Gouverneur du District Fédéral de Caracas, désigné par le président de l'époque Carlos Andrés Pérez. Sa gestion a été caractérisée par la répression des protestations sociales, en particulier contre les étudiants et les journalistes.

1994-1996 : Elu vice-président de la Chambre des Sénateurs.

1996-2000 : Maire de la Municipalité Libertador. Accusé d'irrégularités et de répression contre des travailleurs de l'économie informelle (colporteurs) et des personnes âgées qui réclamaient une pension de vieillesse juste.

1998 : Chef de campagne de Luis Alfaro Ucero (candidat présidentiel de AD). Dans un acte de trahison politique, pour "freiner" l'ascension d'Hugo Chavez, participe à un arrangement qui prive de la candidature Alfaro Ucero pour soutenir Henrique Salas Romer.

1999-2000 : Président de l'Association Nationale des Maires du Venezuela.

2000 : renonce à AD et fonde le parti Alianza al Bravo Pueblo. Se présente comme pré-candidat présidentiel mais étant donné sa pénurie de soutien populaire, se désiste.

Se présente comme candidat à la Mairie de la Municipalité Libertador (Caracas), mais est vaincu par le candidat de la Révolution Freddy Bernal. Refuse les résultats.

2002 : Soutient le coup d'Etat contre le président Chavez. Soutient les militaires réunis sur la Place Altamira de Caracas qui refusèrent de reconnaître le gouvernement et la Constitution.

Participe activement à la grève des entreprises pétrolières qui prétendait renverser le Président Chavez et pervertir la volonté du peuple par la faim. Cette action causa des pertes de 21 000 millions de dollars au pays.

2004 : Coordonna des actions du "Plan Guarimba". Accusé d'avoir incité les militants d'Alianza al Bravo Pueblo et

d'AD à brûler le siège du parti Movimiento V República à Caracas.

Refuse les résultats du Referendum Révocatoire contre le Président Chavez qui réaffirme le soutien du peuple au gouvernement Bolivarien.

2005 : Conduit ceux qu'on appelle les opposants à se retirer des élections législatives dans un effort manqué pour discréditer la démocratie vénézuélienne.

2008 : Elu Maire de la Métropole de Caracas. A son arrivée, il licencie 2.252 travailleurs et gèle le salaire des travailleurs retraités.

2012 : Se présente comme pré-candidat présidentiel mais n'obtient pas le soutien des rangs de l'opposition.

2014 : Participe au plan "La Salida" (La Sortie), mis en place par Leopoldo López et María Machado qui comprenait des violences qui ont causé la mort de 43 citoyens vénézuéliens. Suspecté d'avoir planifié l'assassinat de Lopez pour aggraver la crise politique et renverser le gouvernement constitutionnel.

2015 : Arrêté pour son implication dans le coup d'Etat manqué contre le président Nicolas Maduro Moros.

Plaintes contre Antonio Ledezma

a) L'affaire de la mort de la journaliste María Verónica Tessari :

Ledezma arrive au Gouvernement du District Fédéral désigné par le président Carlos Andrés Pérez le 13 janvier 1992. Son action est caractérisée par les actions répressives de la Police Métropolitaine sous son commandement, envers les étudiants, les journalistes, les personnes âgées. Celui qui est alors gouverneur soutient les décrets de Couvre-feu et de Suspension des Garanties Constitutionnelles consécutifs aux rébellions militaires du 4-F (4 février) et du 27-N de 1992.

Le jeudi 19 mars 1992, les étudiants vénézuéliens organisent des actions de protestation pour exiger la restitution des garanties constitutionnelles. Ces manifestations sont l'objet de répressions dans tout le pays et il faut souligner la rage avec laquelle agit la Police Métropolitaine dirigée par Antonio Ledezma.

La PM charge sur les journalistes. Les reporters ont signalé que tandis qu'ils étaient frappés, les fonctionnaires criaient : "Informez que nous, nous réprimons". Les blessés furent :

Herminia Serrano (Journaliste de la station RQ910) : Commotion cérébrale provoquée par un coup de sabre utilisé par les fonctionnaires de police sur le cou (coup de machette).

Oswaldo González Moreno (Journaliste de YVKE mundial) : coups de machette et sa caméra fut détruite par un fonctionnaire de la PM.

Francisco Solorzano (Journaliste, secrétaire général du Collège National des Journalistes) : arrêté par des fonctionnaires de la PM, reçut de multiples coups de machette donnés par les agents.

María Verónica Tessari (Journaliste) : commotion cérébrale, 15 points de suture dus au fait qu'une bombe lacrymogène lancée par la PM la toucha à la tête. Son état s'est aggravé parce que le gaz lacrymogène a réussi à pénétrer à l'intérieur de la structure craniène.

"Finalement, après presque 5 mois de clinique avec 7 interventions chirurgicales provoquées le 19 mars à l'UCV par la répression policière contre les médias de communication, le Venezuela continue à vivre la même répression. Je n'ai pas peur, je vais retourner dans la rue, il me faut encore une intervention de plus mais j'ai sais qu'avec moi, personne ne peut rien, ni avec moi ni avec mes camarades, tellement que nous nous verrons dans la rue, travaillant à faire des reportages pour vous informer, vous tous." María Verónica Tessari (1993).

La journaliste Tessari n'a jamais pu guérir, elle a souffert des mois d'agonie et après 7 interventions chirurgicales, est morte dans la nuit du vendredi 15 janvier. Aucun fonctionnaire de la PM n'a été accusé et ce crime n'a été imputé à personne.

b) Le massacre de la prison "Maison de Redressement de Catia" le 27 novembre 1992.

Dans l'ambiance de tension vécue pendant l'insurrection militaire du 27-N, le directeur de la Maison de Redressement de Catia, Eloy Mora, ordonna aux gardiens d'ouvrir les cellules de la prison pour que les prisonniers puissent sortir pacifiquement (il n'y a pas eu de fuite de prisonniers).

A ce moment-là, se mit en place une embuscade à laquelle, selon des témoins, participa Mora lui-même, accompagné de membres de la Garde Nationale et de la Police Métropolitaine (commandée par Antonio Ledezma), lesquels tirèrent, tuant plus de 200 détenus.

Le ministre de la justice admit la mort de 63 pensionnaires, le gouverneur Ledezma plus de 100 et le journaliste d'El Nacional situa le nombre de victimes tuées à environ 200.

Antonio Ledezma lui-même justifia les faits et selon ce que rapporte une édition du 1^o décembre 1992 du journal espagnol El País, l'actuel grand maire a affirmé :

"Celui de la Maison de Redressement de Catia est en relations avec l'insurrection putschiste parce qu'il n'y a aucun doute sur le fait qu'on voulait créer le chaos à Caracas et faire sortir dans la rue plus de 3 000 détenus et cela a dû être contrôlé au prix de nombreuses vies".

(http://elpais.com/diario/1992/12/01/internacional/723164402_850215.html)

c) Enquête pour malversations de fonds publics pendant son mandat de Maire de la Municipalité Libertador.

En 1996, le contrôleur municipal Moises Benaim accuse le maire Ledezma d'avoir dépensé 100 millions de bolivars lors de la visite du Pape Jean-Paul II.

L'Inspection des Finances a dénoncé en novembre 1997 Ledezma pour avoir facilité le fonctionnement de casinos et de bongos à travers des ordonnances : "Le maire prétend toucher des impôts sur ces locaux, encore sans que ceux-ci aient l'aval de la Commission Nationale des Casinos... Le maire est conscient de cette irrégularité mais c'est le besoin de poursuivre les rentrées d'argent nécessaires pour campear la crise économique de l'année qui commence qui le fait bouger. La police municipale restera incapable de fermer les casinos, ceux qui auront une activité, ce sera les inspecteurs des impôts qui iront leur rappeler qu'ils doivent payer les taxes fixées", souligne le rapport.

En 1997, l'Inspection des Finances de la Municipalité Libertador ouvrit une enquête sur Ledezma pour :

Malversations de fonds publics, sur-prix, fractionnement et violations des ordonnances sur les contrats de construction d'ouvrages. Ledezma a consacré 77% du budget à des "dépenses de bureau comme des dépenses de personnel et l'achat de matériel de bureau entre autres", rapporte le rapport de l'Inspection des Finances. La Mairie est passée de 900 à plus de 2 000 employés.

En août de cette année, l'Inspection des Finances a demandé que soit jugé le maire pour des malversations de 900 millions de bolivars.

d) La mort de Leonarda Reyes alors qu'il était Maire de la Municipalité Libertador.

28 novembre 1996 - La Police de Caracas, dirigée par Ledezma, réprime violemment les travailleurs de l'économie informelle non-voyants, les personnes du troisième âge, les enfants, les conseillers et les députés. L'action de la police provoque la mort de la travailleuse Leonarda Reyes qui fut enterrée en secret et illégalement. Ce crime est resté impuni.

Décembre 1998.- Répression de travailleurs de l'économie informelle dans le secteur La Hoyada du centre de Caracas. Leur délit, la vente non autorisée de marchandises.

e) Persécution politique et licenciement injustifié de travailleurs lors de sa gestion de Maire de la Métropole.

Entre décembre 2008 et juin 2009, Antonio Ledezma a licencié injustement 2 252 travailleurs identifiés comme

ayant des idées socialistes.

En juin 2009, Ledezma se déclare en grève de la faim devant les bureaux de l'OEA à Caracas pour protester contre la création de l'Autorité Unique du District de la Capitale et exiger le "transfert des ressources financières" de l'Exécutif vers la Mairie de la Métropole. La "grève", qui dura 6 jours, bénéficia d'une grande couverture médiatique et a été à l'origine de longues tournées à l'étranger.

f) Plaintes pour malversations lors de sa gestion de Maire de la Métropole de Caracas.

En 2010, il est accusé de malversations de fonds publics et d'embauche illégales par le conseiller Juan Carlos Dugarte : "Nous avons des documents qui prouvent que le maire Ledezma a engagé des entreprises privées pour réaliser des ouvrages et des réparations qu'elles n'ont pas exécutées bien qu'elles aient été payées"..."utilise des juteux contrats qu'il obtient à des fins politiques. C'est seulement ainsi qu'il peut se rendre à Madrid, au, Chili, pour discréditer le Gouvernement Bolivarien, c'est seulement ainsi qu'il peut aller jusqu'au Pérou pour rencontrer des fugitifs de la justice vénézuélienne", a déclaré le fonctionnaire.

En 2011, la conseillère Deyanira Briceño dénonce Ledezma pour malversations de fonds en employant un crédit additionnel de plus de 16,5 millions de bolivars pour fermer des entreprises de sécurité et d'autres fournisseuses de la Mairie de la Métropole alors que ces ressources avaient été approuvées par le Conseil Municipal de la Métropole pour payer les salaires en retard des fonctionnaires depuis 2010.

(<http://www.correodelorinoco.gob.ve/nacionales/antonio-ledezma-uso-dine...>)

Ledezma est accusé de putschisme.

En juin 2014, María Corina Machado y Leopoldo López font partie de l'aile radicale de l'opposition de droite et depuis février, entreprennent des actions de protestations violentes dans la rue dans le cadre du plan "La Sortie".

Il fait plusieurs tournées qui procurent des soutiens à leurs activités de déstabilisation contre la Révolution. Parmi le groupe d'alliés qu'il a réussi à réunir, se détachent : Felipe González, Jose Maria Aznar, Mariano Rajoy, Sebastian Piñera, Andrés Pastrana, Álvaro Uribe, Mauricio Macri, Michael Bloomberg, Ileana Ros Lehtinen, Jose Sarney, Benjamín Netanyahu, parmi d'autres personnalités bien connues de la droite internationale.

Source en espagnol : <http://www.telesurtv.net/news/Conozca-al-alcalde-detenido-en-Venezuela...>

traduction Françoise Lopez

»» <http://cubasifranceprovence.over-blog.com/2015/02/venezuela-qui-est-an...>